

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 15 (1957)

Heft: 2

Artikel: La prospérité et la dignité de l'homme

Autor: Wahlen, F.T.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-134837>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La prospérité et la dignité de l'homme

par F. T. WAHLEN,
Directeur de la FAO, Rome¹

Ce titre suppose implicitement une critique de notre temps et de notre société. Mais préalablement à toute critique, il faut prévenir les malentendus. Nombre des observations qui vont suivre ont trait à une évolution, à des situations, à des phénomènes qui, dans notre petit pays — dont la diversité est encore l'une des caractéristiques — ne sont pas encore aussi accusés et aussi inquiétants qu'ailleurs. Il n'en est pas moins nécessaire de mettre l'accent sur certains dangers, encore qu'ils ne fassent qu'apparaître. Et dans l'espace d'un court exposé, il est extraordinairement difficile de traiter un sujet aussi vaste sans éviter l'écueil d'une simplification peut-être excessive. Une certaine indulgence est donc de rigueur. Enfin, il importe de préciser d'entrée de jeu les prémisses. Je marquerai donc dès l'abord mes positions face aux fondements essentiels de notre société. Je voudrais tenter, pour commencer, de définir trois conditions essentielles, indispensables à la compréhension de cet exposé.

PRÉMISSES

Dans une maison aisée d'Ankara, on m'a conté un jour des légendes turques, dont l'une m'a tout particulièrement frappé. Il y était question d'un sultan dont la fille bien-aimée dépérissait, frappée par une maladie mystérieuse. Au bout de leur science, les médecins déclarèrent que la princesse n'échapperait à la mort qui la guettait que si on la revêtait de la chemise d'un homme qui avait

¹ Texte de la conférence prononcée à Zurich le 23 septembre 1956, dans le cadre de la Nouvelle Société Helvétique.

été heureux toute sa vie. Le sultan donna l'ordre de rechercher cet homme dans toutes les villes et tous les villages de son empire. Des semaines s'étaient déjà écoulées sans résultat lorsque la nouvelle parvint que l'on avait enfin trouvé un homme parfaitement heureux au fin fond d'une province. Malheureusement, il avait toujours vécu si pauvrement qu'il n'avait jamais possédé de chemise.

J'ai dit que cette légende m'avait particulièrement frappé et qu'elle m'avait été contée dans une belle maison. Mais au cours des semaines suivantes, alors que je parcourais les plaines d'Anatolie et que j'ai appris à connaître le travail des paysans et leurs misérables conditions de logement, des doutes m'ont saisi. Si les hommes qui n'ont jamais manqué de chemise et qui ont toujours joui d'un confort qu'ils tiennent pour naturel content volontiers ces légendes, n'est-ce pas pour tranquilliser leur conscience ? On me demande souvent, presque avec l'accent du reproche, pourquoi l'Occident insiste tant pour faire bénéficier de ses « progrès » les masses d'Asie et d'Afrique puisqu'il est démontré qu'elles vivent plus heureuses sans les dons douteux de notre science, de notre technique et de notre civilisation. Mieux j'apprends à connaître les régions insuffisamment développées et plus je suis persuadé que ce « bonheur » que l'on attribue à ces populations n'est qu'un prétexte, qu'un moyen d'éluder les vrais problèmes, de tranquilliser les consciences. Aucun homme qui pense ne devrait plus recourir à ces échappatoires. Il se peut que cette conception du bonheur ait encore été valable jusqu'il y a peu de temps dans quelque île des mers du Sud. Mais partout où une nature hostile a pour corollaires l'ignorance, la maladie, la misère et la surpopulation, il n'y a pas de place pour le bonheur. Les hommes le connaissent tout au plus pendant de courts moments d'oubli. Seuls quelques élus auxquels l'ascétisme et l'exercice de la pensée permettent de s'isoler des contingences parviennent à la liberté intérieure et participent à la dignité de l'homme.

Je commence donc par poser en principe que la liberté et la dignité humaine sont impossibles sans un minimum de bien-être matériel et que lui seul met la société en mesure de réaliser les aspirations qui la dépassent. Je n'attache pas grand prix à la nostalgie du bon vieux temps ; s'il nous apparaît si désirable c'est parce que nous ne le connaissons, à quelques exceptions près, qu'à travers les descriptions que nous ont transmises quelques privilégiés ; quant à la masse, elle a disparu de la scène sans nous laisser aucun témoi-

gnage de sa vie, de ses sentiments et de ses souffrances. Un regard jeté sur notre pays suffit à montrer qu'en dépit de ses réalisations douteuses, de ses lacunes et des dangers qu'elle recèle, notre époque, à tout le moins sur le plan matériel, a répondu plus que tous les siècles précédents aux exigences des grandes religions.

Sans l'aide de la technique, les 2500 millions d'hommes qui peuplent notre planète ne auraient bénéficié de cet indispensable minimum de bien-être. C'est dire que nous devons adopter une attitude positive à l'égard de la civilisation technicienne. Un exemple fera mieux comprendre cette nécessité. Alors que le gouvernement indien a abordé l'étude de son premier projet visant à développer sous tous ses aspects la vallée du Damodar, il a décidé de lier l'exécution de ce plan à une expérience de nature économique. Certaines parties du barrage principal destiné à assurer l'irrigation et la production d'énergie ont été construites selon les méthodes traditionnelles en Inde alors que d'autres l'ont été selon des principes entièrement nouveaux et proprement révolutionnaires. On a pu voir simultanément, d'une part, des milliers d'hommes et de femmes transportant la terre dans des corbeilles et, de l'autre, des bulldozers et des grues qui ne requéraient la présence que de quelques mécaniciens. Cette expérience, convaincante entre toutes, a démontré que les méthodes traditionnelles n'étaient applicables qu'au prix d'un travail assimilable à l'esclavage. Mais ce prix n'aurait pas suffi pour nourrir, vêtir, doter d'habitations dignes de ce nom une humanité qui prolifère avec une rapidité jamais enregistrée jusqu'à maintenant. Cette tâche immense ne peut pas être réalisée sans l'aide de la technique.

La science et la technique nous ont permis de multiplier les fruits de notre travail. Les écarts — désormais inadmissibles — que révèlent les niveaux de vie des diverses nations reflètent pour l'essentiel des différences de productivité, un rendement inégal du travail humain. Les hommes de l'Occident sont effectivement en passe de dominer la nature alors que les hommes d'ailleurs ne peuvent s'assurer un minimum d'existence qu'au prix d'un travail de forçat. Il est vrai que l'essor de notre science et de notre technique se poursuit à une cadence inquiétante alors que des milliers d'années peut-être se sont écoulées entre l'invention de la roue et les premières tentatives de remplacer l'énergie humaine ou animale par celle de l'eau et du vent. Dans tous les cas, il s'est écoulé entre

ces diverses révolutions suffisamment de temps pour permettre à l'humanité de les assimiler, sur les plans de l'esprit, de la technique et de la société. Mais depuis l'aube de la révolution industrielle, la machine à vapeur, le moteur à combustion interne, l'électricité, l'énergie atomique sont apparus coup sur coup. Nous sommes encore partiellement impuissants à en maîtriser les effets. Et c'est à ce problème qu'est consacré essentiellement le présent exposé.

Je précise maintenant que je tiens pour admises les bases sur lesquelles repose notre politique économique et sociale telle qu'elle résulte du jeu des forces politiques incarnées par des partis qui agissent dans une civilisation d'essence chrétienne. Je voudrais en quelque sorte fonder ma manière de voir sur une antithèse. Dans la biographie qu'il a consacrée à Disraéli, André Maurois écrit :

« L'économie politique, science nouvelle, leur avait appris que les rapports entre les hommes ne sont pas des rapports moraux, des devoirs, mais sont régis par des lois aussi précises et aussi inévitables que la chute des corps ou le mouvement des astres. La loi de l'offre et de la demande était leur évangile, la locomotive leur fétiche et Manchester leur ville sainte. »

A cette philosophie, qui est celle du début de la révolution industrielle, a succédé une autre conception du devenir historique et économique, le marxisme, qui est devenu une pseudo-religion. Avec de légères retouches, la formule de Maurois peut lui être appliquée. La politique économique et sociale pratiquée en Suisse se situe entre ces deux pôles. Elle tend à partager équitablement entre des hommes libres les fruits de la plus haute productivité possible. Certes, ce but n'est pas atteint et les faiblesses de la nature humaine ne permettront peut-être jamais de l'atteindre. Mais nous pouvons cependant nous rendre ce témoignage qu'aucun pays, à aucun moment de l'histoire, ne s'en est approché d'aussi près.

Cela dit, nous devons convenir que ce n'est pas la prospérité qui fait figure d'accusé, mais nous-mêmes. La prospérité ne peut pas être rendue responsable des soucis qui nous assaillent; elle n'est, en quelque sorte, que le verre grossissant qui fait apparaître plus nettement nos erreurs et leurs conséquences. J'ai dit que j'accepte les fondements économiques et sociaux sur lesquels notre société repose. Qu'il me soit permis maintenant de me servir de ce verre grossissant pour révéler sans en rien cacher les aspects négatifs de notre civilisation.

OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Nous avons créé les conditions matérielles propres à permettre à l'homme de vivre dans la dignité, mais l'homme ne participe pas à cette dignité. Nous disposons des moyens qui pourraient nous donner la liberté, mais nous nous laissons dominer par eux. Nous pourrions être les maîtres de la technique, mais nous en sommes les esclaves. Le bien-être ne nous a pas donné la liberté que requièrent le commerce et la jouissance des choses de l'esprit. Nous cédons à la tentation de gagner de l'argent pour l'amour de l'argent. Nous avons porté à son point de perfection l'art d'éveiller des convoitises et nous faillons pitoyablement dans l'art de susciter des besoins spirituels. Nous sommes en passe de conquérir le monde, mais de perdre notre âme. Nous sommes tellement préoccupés de gagner du temps que nous n'avons plus de temps pour les choses qui seules sont essentielles. Nous aspirons à la sécurité et nous avons perdu les ancrés qui seules l'assurent. L'Etat se préoccupe toujours davantage de notre bien-être, mais nous nous soucions toujours moins de l'Etat. Nous possédons les moyens de diffuser le bien et le beau dans tous les foyers par l'écriture, l'image, la parole et le son et nous nous contentons de succédanés. Nous avons des héros de l'esprit, mais notre admiration va aux héros du muscle et aux créatures de la publicité. Nous insistons sur les responsabilités de la collectivité à l'égard de l'individu, mais nous négligeons les responsabilités de l'individu vis-à-vis de lui-même, de son prochain, de la communauté et de Dieu.

Certes, par leur généralisation même et leur virulence, ces accusations contre notre société ont quelque chose d'excessif. Mais elles situent les dangers inhérents à la prospérité et éclairent la situation présente. Les menaces qui planent sur les valeurs spirituelles et morales ne peuvent être écartées que dans la mesure où nous les reconnaissons.

LES DANGERS DE LA TECHNIQUE

Mon activité présente — qui consiste au premier chef à rechercher les moyens d'élever les niveaux de vie dans les régions économiquement sous-développées — m'oblige à me colleter chaque jour avec les problèmes que pose l'essor de la technique. En simplifiant les choses, on peut dire que le progrès technique tend à s'accélérer

toujours plus. Nous en serons les esclaves si nous n'en devenons pas les maîtres.

La technique est dynamique parce qu'il n'est pas possible de fixer des limites à l'esprit de recherche et de mettre des entraves à la liberté de l'esprit. L'histoire nous enseigne — et le temps présent est riche en exemples — que toute tentative de ce genre aboutit à l'anéantissement ou à la déchéance de l'élite intellectuelle sans laquelle l'humanité est condamnée à n'être plus qu'une masse amorphe. Ainsi donc, les recherches sont appelées à se poursuivre sur une base toujours plus large et avec des moyens toujours plus considérables. Elles nous donnent la possibilité, soit de nous rendre libres, soit de nous ravalier nous-mêmes à la condition de robots, et même de provoquer notre propre destruction.

J'ai dit que nous serons les esclaves de la technique si nous n'en sommes pas les maîtres ; à l'ère de la fission et de la fusion de l'atome, cette constatation répond à une réalité. Il est inutile de tenter d'écartier par des palliatifs la conséquence ultime d'un déchaînement des forces atomiques. Ce danger nous menace parce que la formation du sens de la responsabilité individuelle — et le comportement des Etats et des communautés supranationales n'est que la somme de ces responsabilités individuelles — est terriblement en retard sur l'évolution de la science et de la technique. De tout temps, des hommes ont attiré notre attention sur la nécessité d'un « supplément d'âme ». Mais ce qu'il y a d'essentiellement nouveau aujourd'hui, c'est l'inouïe rapidité du progrès technique ; elle fait apparaître plus lente et plus hésitante encore la marche du progrès moral. Les conquêtes sur le plan moral doivent être recommencées à chaque génération, de sorte que l'on se demande parfois si l'on peut encore parler de progrès.

Et pourtant oui, il y a un progrès moral. La science tend à renoncer à la présomption qui caractérisait encore la plupart des savants jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Les hommes qui se sont avancés le plus avant dans les terres inconnues ne prétendent plus, bien que riches de butin, qu'ils détiennent la clé des ultimes mystères. Leurs formidables découvertes les ont rendus modestes ; face aux mystères qui nous demeurent encore fermés, ils commencent à entrevoir que la science et la foi ne sont pas inconciliables. Lorsqu'il y a de nouveau place pour la foi, la responsabilité reprend ses droits — et c'est ce qui importe. Les responsabilités ne

sont fermement assumées que si les hommes se persuadent qu'elles ne sont pas limitées à notre vie terrestre. Le fait qu'aujourd'hui nombre de savants, sinon tous, reconnaissent qu'ils sont responsables vis-à-vis de Dieu est un fait positif d'une portée immense. En raison même de la conscience de cette responsabilité, ces hommes, qui détiennent un pouvoir plus grand que celui des chefs d'Etat, peuvent devenir des guides sur les chemins de la liberté. Un homme libre qui a conscience de ses responsabilités accède véritablement à l'humaine dignité.

Nous touchons au thème central de notre exposé : la responsabilité, la responsabilité de l'individu vis-à-vis de lui-même, des communautés auxquelles il appartient — de la plus étroite à la plus large — et vis-à-vis de Dieu et inversement, la responsabilité des collectivités à l'égard de l'individu. La liberté qui n'est pas libertinage, pour parler avec Montesquieu, ne naît, n'existe et ne se maintient que dans la mesure où l'homme et les hommes sont conscients de leurs responsabilités. Notre responsabilité consiste aujourd'hui à repousser toute prétention de la technique à la domination : son rôle est de servir et non pas d'asservir. Mais pour qu'elle demeure confinée à ce rôle, il faut que l'élite scientifique et technique soit consciente de sa mission de guide ; nous avons vu qu'une transformation d'une portée fondamentale est en cours. Il nous appartient aujourd'hui de former une génération de techniciens et de savants conscients de leurs responsabilités, d'hommes de caractère. Pour employer un mot brutal de Pestalozzi, nous voulons former non pas des « brutes intellectuelles », mais des hommes complets. Nombreux sont ceux — et c'est heureux — qui se préoccupent de cette tâche essentielle pour l'avenir de l'humanité, d'une tâche dévolue à la famille, à l'école, aux Eglises et à la communauté. Je rappelle en passant que l'extraordinaire attrait que la technique exerce sur la jeunesse rend cette tâche extrêmement difficile. Il conviendrait d'ajouter que notre génération — qui a témoigné pour l'essentiel, face aux merveilles de la technique, d'une admiration exempte de tout esprit critique — n'est probablement pas la plus qualifiée pour cette œuvre éducative.

Mais il ne suffit pas d'affirmer que nous ne voulons pas être dominés par la technique. Nous devons démontrer cette conviction dans notre vie de chaque jour et combattre les excès de cette technique dans notre propre sphère. Je songe ici à l'une des plus

insupportables, parmi les conséquences secondaires de la technique, au bruit dont les machines, la circulation, la radio emplissent l'espace, à ce bruit que nous avons tenu longtemps pour inévitable. Une vie vécue dans la dignité implique le droit pour chacun d'aménager ses loisirs comme il l'entend. L'irruption sans frein du vacarme dans la vie privée rend ce droit illusoire. Nous devons finir par concevoir qu'il est aussi inconvenant de troubler la tranquillité d'autrui — ne fût-ce que par un bruit musical — qu'il est inconvenant de jeter du sable à la figure de quelqu'un.

La lutte contre le bruit doit être conçue comme une œuvre éducative dont la portée dépasse de loin le but immédiat : elle est, en effet, un apport à l'éducation qui vise à enseigner aux hommes à prendre des égards vis-à-vis de leurs semblables. Certes, on a de tout temps manqué d'égards ; mais la technique moderne a accru de telle sorte la puissance du bruit qu'il perturbe aujourd'hui, plus encore qu'il met en danger, l'existence de milliers d'hommes. Ce n'est pas l'accroissement, inévitable, de la circulation qui rend le bruit insupportable, c'est le comportement d'une minorité de gens sans égards, de gens que le sentiment d'être maîtres d'une machine pousse à la démesure et au mépris de la sécurité et de la vie de leurs semblables. Ce serait une belle chose si l'on pouvait faire contribuer la technique à l'éducation des individus ; laissée à elle-même, cette technique augmente leur brutalité. Toute éducation suppose évidemment la punition des incorrigibles. Ceux qui se révèlent incapables de se servir de la technique sans troubler ou menacer inutilement la vie de leur prochain devraient être purement et simplement empêchés d'en user.

De même que nous nous sommes soumis sans protester à la tyrannie du bruit, nous avons accepté passivement que la technique défigure le visage aimé de la patrie. Certes, la technique modifie inévitablement la nature. Mais tout est affaire de mesure. Il s'agit de contenir ces modifications dans des limites acceptables, de leur donner forme, de les plier à notre sens de l'esthétique ; mais à cet effet, il faut être prêt à faire des sacrifices qui vont au-delà de ceux qu'impliquent les exigences purement techniques. Nous avons beaucoup à apprendre des générations qui nous ont précédés ; elles ont su imprimer à la technique des formes adaptées à la nature, et qui ne la violentaient pas. De tout temps, le paysan a transformé harmonieusement le paysage parce que sa vocation n'est pas

seulement de nourrir les hommes, mais aussi de transmettre aux générations futures une terre intacte dont il s'emploie à augmenter la fécondité. Les constructeurs qui ont créé les types divers de nos maisons rurales avaient, comme les paysans, un sûr instinct du paysage. C'est pourquoi cette œuvre de plusieurs siècles, tout cet ensemble de vignobles en terrasses qui dominent nos lacs, de terres asséchées, de prairies, de champs et de vergers qui s'étalent sur l'emplacement des anciennes forêts, de maisons adaptées aux lieux, nous apparaît non seulement satisfaisant du point de vue esthétique, mais naturel et comme faisant partie intégrante de la nature même.

Bien que la technique moderne travaille sur une tout autre échelle, il semble qu'elle soit en passe de retrouver le sens de l'harmonie. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer maints travaux d'art d'aujourd'hui avec ceux d'il y a une centaine d'années. On sent que, pour nombre d'architectes et d'ingénieurs, les considérations de rendement ne sont plus seules déterminantes et que le respect de la nature et de l'héritage du passé inspire de nouveau leur œuvre. Si le respect et le sens de la responsabilité commandent de nouveau les rapports entre l'homme et la technique, non seulement nos ingénieurs créeront des œuvres que les générations futures éprouveront comme adaptées à la nature, mais ces œuvres nous rendront plus ouverts à la nécessité de sauvegarder un paysage en dépit de toutes les considérations de rendement.

Je ne voudrais cependant pas éveiller un optimisme facile. Même si nous abordons dans cet esprit les exigences de notre temps, de douloureux sacrifices, d'amers renoncements demeureront inévitables. Quel que puisse être le sens esthétique de l'ingénieur, une conduite à haute tension n'embellira jamais un paysage et l'aménagement du réseau routier laissera, à n'en pas douter, de laides cicatrices. Nous devons cependant nous persuader que, poussée à l'absurde, l'idée même de la protection de la nature peut faire plus de mal que de bien. A cet égard, des comparaisons internationales portant sur le comportement de la population et des autorités face au problème de la protection de la nature seraient intéressantes. Cette protection vise tout à la fois à maintenir des contacts vivants entre l'homme et la nature, à entretenir le respect de la nature et de ses harmonies, à assurer à l'homme

le repos et la détente dont il a besoin, comme aussi à protéger la nature contre les dégradations. Il est certain que la science doit disposer de parcs naturels soustraits à l'intrusion de l'homme...

Ce tableau de l'évolution de la technique moderne, qui nous amène naturellement aux problèmes économiques, serait incomplet si nous ne disions pas quelques mots de l'automation. Précisons que ni l'automation, ni les réactions qu'elle appelle ne sont choses nouvelles. C'est tout au plus un nouveau pas dans le développement qui vise à remplacer l'homme par la machine ; il est compréhensible qu'il suscite des craintes analogues à celles qui saisissaient les ouvriers qui ont détruit les métiers à tisser mécaniques au début de l'ère industrielle. L'automation a pour effet de nous rendre plus conscients d'un enchaînement que nous éprouvons comme bénéfique ou dangereux selon que nous formulons notre interrogation : technique = davantage de bien-être = plus de technique = encore plus de bien-être ou bien : technique = matérialisme = encore plus de technique = encore plus de matérialisme. Ou bien sommes-nous livrés plus ou moins sans défense à l'un et à l'autre de ces enchaînements ?

Personne ne saurait avoir la prétention de répondre à cette question ; la réponse dépend de nous-mêmes, de notre comportement, de notre manière d'apprécier les choses. Mais je voudrais cependant tenter, en me fondant sur l'évolution de l'industrie, d'exprimer une opinion qui ne soit pas foncièrement pessimiste. Il est incontestable que la division des opérations industrielles et le travail à la chaîne ont été gravement préjudiciables à la dignité de l'homme. L'artisan d'autrefois, *homo faber*, qui avait la satisfaction de créer une chose complète, finie, dont il endossait l'entièvre responsabilité, a été ravalé au rang de semi-automate auquel son travail n'offrait plus que le moyen de subsister. Avec le travail, les loisirs ont été à leur tour dépouillés de toute signification et de tout contenu : ils ont cessé d'être individuels pour devenir collectifs.

Cependant, plus les machines se sont perfectionnées et plus les exigences posées à ceux qui les conduisent et les servent ont grandi. Dans nombre d'industries, sinon dans toutes, le travail à la machine exige de nouveau de l'initiative et des facultés créatrices. Au lieu du marteau, de la tenaille et du ciseau, la machine est devenue l'outil du travailleur et la masse amorphe des semi-auto-

mates est aujourd’hui en proie à un processus de différenciation.

En visitant des usines, j’ai été frappé par la compétence, l’intelligence que déploient les ouvriers, par leur attachement à leur travail aussi. Ne peut-on pas concevoir que les productions automatiques auront pour effet de renforcer cette tendance à l’individualisation du travail industriel, d’en atténuer la monotonie, d’arrêter le glissement vers le nivelingement, de rendre à ce travail une âme ? Dans les entreprises automatisées, il n’y a plus de place pour le robot, pour l’esclave industriel. (Je recours sciemment à ce terme. Il suffit de lire les descriptions que donne Treichsler du travail des enfants dans les fabriques suisses pour mesurer le chemin accompli au cours des cent dernières années.) Lorsque la machine accomplit non seulement la plus grande partie des travaux manuels mais qu’elle assume aussi une partie des opérations intellectuelles — je songe aux « cerveaux électroniques » que multiplie la cybernétique — l’ouvrier est en quelque sorte promu au rang de manager. Et comme l’accroissement de la productivité a simultanément pour corollaire une meilleure rémunération, l’individu participe à la vie de l’entreprise tout à la fois en qualité d’exécutant, d’associé et de cerveau pensant, d’homme qui assume des responsabilités.

L’automation implique de surcroît d’autres conséquences positives auxquelles on n’ose guère penser parce qu’elles combleraient des aspirations qui nous paraissent encore irréalisables, à la condition toutefois que nous soyons vraiment capables de placer les valeurs spirituelles au-dessus des valeurs matérielles et de renoncer aux critères erronés qui commandent encore notre pensée. Il y a aujourd’hui une faille dans la vie de nombreux individus qui, bien que leurs dons et leurs penchants naturels ne soient pas ceux qu’exige notre civilisation technicienne, se croient cependant obligés, pour assurer leur subsistance, de se soumettre aux impératifs de la technique. Ils ne sont pas disposés à renoncer à un salaire plus élevé, à des loisirs plus grands et à toute sorte d’avantages souvent illusoires en faveur d’une existence harmonieuse. Ces hommes pourraient opposer un contrepoids efficace aux excès de la technique ; mais comme ils se soumettent à des exigences qui leur apparaissent faussement inéluctables, leur protestation demeure le plus souvent inconsciente, inexprimée, et sans effet.

Il n'y a pas de place pour ces hommes dans les entreprises entièrement automatisées, parce qu'ils ne sont pas faits pour remplir les fonctions nouvelles d'ouvrier-manager. Mais si les avantages de l'automation — et avant tout une productivité accrue — pouvaient assurer une amélioration non seulement matérielle, mais humaine au sens vrai du terme, de l'existence, il serait alors possible d'insérer de nouveau ces hommes dans une sphère harmonieuse et de combler dans notre société des lacunes, des insuffisances que nous éprouvons toujours plus douloureusement. Mais pour cela, il faut que nous comprenions la nécessité de maintenir et d'accroître la dignité du travail manuel. Si tel était le cas, la mère de famille accablée de travaux pourrait de nouveau disposer des auxiliaires qui ont passé à d'autres activités ; on pourrait, de cette manière, résister mieux aux tentations de l'expansion économique, en atténuer les effets, en particulier dans l'agriculture et dans l'artisanat. Ce processus pourrait amorcer la revalorisation fondamentale de belles et grandes vocations ; je songe en particulier aux soins aux malades et au travail social.

Je le reconnais : ce ne sont encore là que fragiles promesses. Si nous échouons à maîtriser la technique, et en particulier l'automation, qui n'en est que la forme la plus haute, leurs progrès risquent d'entraîner des conséquences désastreuses. Je me bornerai à énumérer deux d'entre elles.

L'automatisation d'une entreprise exige de gros investissements. Sous la pression de la concurrence, maints industriels sont tentés, parfois contrairement à leur volonté, d'accroître les investissements au moment même où la sagesse exigerait qu'ils fussent diminués. Toute nouvelle immobilisation de capitaux, pour être rentable, appelle une augmentation de la production, laquelle constraint à éveiller de nouveaux besoins par le biais de la publicité ; et c'est à chaque fois une nouvelle victoire du matérialisme. L'accroissement de la productivité dans le secteur automatisé a pour effet d'élargir l'écart entre les salaires payés dans ce secteur et ceux qui sont en vigueur dans les activités où la production ne peut pas être automatisée, ou du moins pas au même degré, dans l'agriculture avant tout. Cette évolution ne peut que renforcer les tensions que l'on enregistre d'ores et déjà sur le marché. Il est pour le moins curieux de constater que même une

société riche et prospère réagit très différemment à l'égard des prix des biens vraiment indispensables et de ceux des biens que seule la suggestion fait apparaître désirables. Un exemple le fera mieux comprendre. Le grand public s'est laissé convaincre que la possession d'une voiture ou d'un appareil de télévision est nécessaire au bonheur. Les prix de ces produits ne sont pas contestés alors que celui du pain ou du lait est tenu pour antisocial. J'exprime ici mon sentiment tant il est vrai que les hommes qui couvrent les besoins essentiels, les paysans, qui constituent encore les deux tiers de l'humanité, se situent dans leur immense majorité au bas de l'échelle sociale.

Il se pourrait aussi que la formation du personnel des entreprises automatisées mît exclusivement l'accent sur les qualifications techniques et négligeât, plus encore qu'aujourd'hui, les valeurs humaines. Nous avons déjà esquissé ce problème en liaison avec la formation universitaire. Nous devons espérer que l'aménagement harmonieux et raisonnable de loisirs accrus permettra de cultiver mieux les valeurs auxquelles l'école ne fait pas de place, ou qu'une place insuffisante.

L'aménagement des loisirs est l'un des plus importants parmi les problèmes d'aujourd'hui. La technique augmente notre temps libre. Il est évident que si nous savons l'employer judicieusement, il peut nous aider à surmonter les conséquences négatives d'une technique utilisée dans un esprit matérialiste. La manière dont tant de nos contemporains emploient leurs loisirs suffit à nous montrer qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Ce qui importe, c'est de reconnaître les valeurs que recèle le temps libre et de leur donner le pas sur les loisirs qui ne sont que dispersion et vaine agitation. Toute culture véritable suppose le temps de rêver, le temps de penser, le temps de lire, le temps d'aimer la beauté des choses, le temps d'être curieux. La durée du travail et la structure présente de notre société permettraient à un nombre d'hommes plus grand qu'autrefois de participer à la culture pour peu qu'ils consentent à lui faire une place dans leurs loisirs. Le sport, considéré comme une détente et pratiqué comme un jeu, participe de la culture, tandis que le sport professionnel, où des centaines ou des milliers de spectateurs suivent passivement le jeu de quelques-uns, est l'une des choses les plus incompatibles qui soient avec des loisirs créateurs. Les études de toute sorte

auxquelles se livrent les adultes pendant leur temps libre offrent un champ d'activité aussi infini que fructueux aux groupements les plus divers, aux organisations professionnelles en particulier, qui doivent tendre à élargir l'horizon de leurs membres, à rompre le cercle étroit des préoccupations professionnelles et économiques pour aborder plus essentiellement les problèmes de l'homme, les questions existentielles.

MENACES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Je voudrais esquisser quelques conséquences économiques et sociales de la prospérité. C'est avant tout la crainte de l'avenir, la crainte que cette abondance ne soit que passagère, qu'une dure réalité ne dissipe l'illusion de cette prospérité. Ce souci de l'avenir est typiquement suisse, si spécifiquement suisse que ce comportement intrigue depuis longtemps l'observateur étranger. Mais il semble bien que les Suisses soient ainsi faits qu'ils ont besoin d'un sujet d'inquiétude ; l'avenir le fournit à défaut du présent. Mais alors soyons conséquents avec nous-mêmes ; ne nous laissons pas entraîner par cette crainte de l'avenir à saisir sans mesure les possibilités du présent ; ne risquons-nous pas de provoquer et d'aggraver de cette manière la dépression que nous redoutons ? En d'autres termes, l'heure me paraît venue de réduire nos appétits. Il se peut, certes, que certains groupements économiques aient de bonnes raisons de s'opposer à un nouvel « accord de stabilisation ». Mais, Suisse de l'étranger, j'ai été surpris de voir à quel point le sens de la mesure et l'esprit de sacrifice étaient absents des réactions des milieux économiques à l'invite du Conseil fédéral de constituer un organe destiné à discipliner la conjoncture. Tous conviennent qu'une nouvelle montée des prix et des salaires et qu'une nouvelle expansion d'investissements déjà excessifs peuvent être préjudiciables à la collectivité tout entière, mais chacun veut se réservé de faire encore une opération conforme à ses intérêts tant qu'il en a la possibilité.

Il est incontestable que la prospérité a pour effet de renforcer les égoïsmes, tant individuels que collectifs. Mains individus et mains groupements s'estimerait satisfaits des avantages obtenus s'ils n'avaient pas le sentiment que les autres sont plus favorisés qu'eux. Il est vraiment malheureux que les Suisses ne

soient vraiment d'accord, vraiment unis, vraiment prêts à faire des sacrifices qu'à l'heure où la menace du danger devient pressante. L'histoire nous a appris à traiter nos différents groupes linguistiques sur un pied d'égalité, indépendamment de leur importance numérique ; mais nous ne sommes pas encore disposés à faire de même à l'égard des groupements économiques, bien que nous sachions fort bien que leur puissance du moment est sujette à varier. Je reconnaissais que nous ne disposons pas toujours des éléments de comparaison qui seraient nécessaires ; mais ce qui nous manque le plus souvent, c'est la volonté, c'est la capacité de nous mettre à la place des autres, de ne pas céder aux slogans. Combien facilement, si l'on songe au problème des relations entre la ville et la campagne, on cède à la tentation d'assimiler tous les citadins aux nouveaux riches et de voir dans chaque paysan le propriétaire d'une ferme opulente. Ce qui manque aujourd'hui, ce sont les contacts d'homme à homme, si nombreux et si riches naguère, les contacts qui permettent seuls un jugement équitable. Mais quoi ! notre société est de plus en plus divisée en groupements d'intérêts, groupements artificiels qui empêchent les contacts entre les groupes naturels. Et puis, l'individu n'a plus le temps nécessaire de consulter et d'étudier les documents qui lui permettraient d'être mieux informé. En revanche, nous avons créé des instruments qui peuvent contribuer de manière efficace à la compréhension : les organisations économiques avec leurs secrétariats ; les faits économiques exerçant une influence toujours plus forte sur la politique, elles ont un rôle important à jouer. Personne n'ignore qu'elles ont été constituées aux fins de défendre des intérêts collectifs et que cette fonction est légitime. Mais l'intérêt général doit l'emporter sur les intérêts des particuliers et des groupes. Les associations économiques contribueraient donc essentiellement au bien public si elles se livraient plus largement à des études économiques comparatives et si, surtout, elles se préoccupaient davantage de la condition des milieux économiquement faibles. En phase de prospérité, ces études pourraient engager les privilégiés à faire de plein gré des sacrifices — qui ne seraient d'ailleurs que relatifs — pour faire participer plus fortement, plus équitablement aux fruits de l'abondance tel ou tel groupe indiscutablement désavantagé. Croyez-moi, je ne suggère nullement que le pays s'engage dans de nouvelles expériences économiques ;

je ne suis pas un fabricant d'utopies. Mais, nous sommes déjà engagés dans cette voie ; je songe en particulier à l'accord passé dans la métallurgie entre les associations patronales et syndicales, à cet accord dont les conséquences ont été bénéfiques comme on sait. Certes, nous ne pouvons pas aspirer à établir un ordre parfait dans la vie économique ; mais nous pouvons à tout le moins créer des instruments conçus de manière à permettre la recherche de solutions acceptables pour tous, comme aussi des rapports de confiance et des échanges de vue fructueux entre les intéressés.

Cette méthode offre la possibilité de surmonter ce matérialisme dont les débordements nous apparaissent aujourd'hui si inquiétants. Cette surestimation — qui l'emporte toujours plus — des valeurs matérielles par rapport aux valeurs spirituelles mine les bases mêmes de notre société, de notre culture et de nos institutions ; elle menace l'avenir même des générations qui montent. Une société libérée de l'hypothèque de tensions intérieures et extérieures, en mesure de consacrer ses énergies à accroître le bien-être et à l'asseoir sur des fondements stables, est une société privilégiée ; mais la jeunesse, qui n'a pas vécu consciemment les temps difficiles, les dangers qui planaient alors sur le pays, qui n'a pas contribué directement aux sacrifices qu'ils appelaient, risque de céder à la tentation de voir dans la recherche du confort et de la sécurité la fin dernière de la société. Je sais combien peut être dangereuse la présomption des aînés de donner aux jeunes les conseils de leur expérience ; je n'ignore pas que ce comportement peut provoquer des résultats absolument contraires à nos intentions, en particulier lorsque les aînés — comme c'est le cas de ma génération — se sont révélés incapables de résoudre avec sagesse les problèmes qu'ils avaient à affronter. Mais précisément parce que nous sommes conscients de nos erreurs et prêts à en endosser la responsabilité, nous avons, me semble-t-il, le droit de parler. Précisons bien : si nous avons un avis à donner, ce n'est point avec la suffisance de croire que la jeune génération n'a pas la qualité de celles qui l'ont précédée. Au contraire, je suis persuadé qu'à maints égards les jeunes sont meilleurs que nous et, surtout, qu'ils abordent les problèmes avec plus d'honnêteté, avec un esprit plus ouvert que nous. Si nous sommes francs envers nous-mêmes, nous reconnaîtrons que nous portons une part de respon-

sabilité aux fautes que nous reprochons à la jeunesse. Je songe à l'indifférence à l'égard de la «res publica», mais avons-nous toujours été passionnés de la chose publique ? Avons-nous su aménager la vie politique de manière à assurer une participation intelligente et raisonnée des citoyens à la solution des problèmes de la communauté ? Lors de votations qui portaient sur des questions de première importance, n'avons-nous pas laissé des bureaux de propagande usurper le rôle des partis politiques ? Parmi les campagnes qui ont précédé les votations, chacun de nous — à quelque camp qu'il appartienne — pourrait en citer plusieurs dont nous n'avons pas lieu d'être fiers. Mettons-nous à la place des jeunes citoyens de vingt ans auxquels une telle campagne donne la première occasion d'exercer leurs droits civiques. Comment s'étonner dès lors si cette jeunesse prompte à juger ne ressent pas quelque dégoût et quelque écoirement ? Quoi qu'il en soit, des aventures de ce genre sont peu propres à engager la jeunesse à participer activement à la vie politique. Je pense parfois que même les partisans les plus convaincus du vote féminin ne sont que trop heureux que les femmes n'aient pas à se mêler de ces affaires. Telle a du moins été plusieurs fois ma réaction.

Mais il n'en reste pas moins que l'abstentionnisme de la jeunesse est chose inquiétante. Il ne se manifeste pas seulement sur le plan politique, mais aussi dans le comportement des jeunes à l'égard du service militaire, dans leur crainte du risque ; il se traduit aussi par une certaine indifférence à l'égard des événements qui se déroulent sur la scène politique mondiale. Toute démocratie cesse de fonctionner de manière satisfaisante si ses membres ne sont plus que des «consommateurs» des institutions et s'ils ne sont plus des participants responsables du régime. Cette remarque s'impose tout particulièrement lorsque cette mentalité est devenue celle de la jeunesse. En toute justice, cependant, je dois avouer que la lecture de la presse ne me permet pas de dire si cet abstentionnisme de la jeunesse dont on parle tant est vraiment étayé par des chiffres. A cet égard, il serait intéressant d'opérer une répartition selon l'âge des citoyens qui participent aux élections et aux votations. De cette manière, on disposerait d'une information précise, qui permettrait de diriger en toute connaissance de cause les efforts visant à promouvoir le sens des responsabilités et la participation à la vie politique. J'ignore si l'on a jamais

proposé une telle analyse et suggéré, par exemple, de remettre des bulletins de vote d'une autre couleur aux moins de trente ans. Certes, majorité ne signifie pas toujours justesse de vues. Mais si la jeunesse savait que sa participation aux scrutins peut être exactement décelée, peut-être témoignerait-elle plus d'intérêt à la chose publique ; en outre, le fait que les jeunes n'auraient pas voté, en telle occasion, comme leurs aînés, permettrait peut-être des confrontations intéressantes entre les générations.

Notre thème est de nature à amorcer l'échange de vues le plus large. Un Etat est sans cesse en devenir. Burke a raison qui dit qu'un Etat qui n'a plus la possibilité de se transformer n'a plus celle de se maintenir. La jeunesse tend naturellement au changement tandis que notre génération aspire plutôt à conserver. Ces tendances contradictoires peuvent créer de fécondes tensions ; il n'est que de leur offrir un champ approprié. Je songe en particulier à un échange de vues sur les possibilités et les limites du fédéralisme. Il ne sert, en effet, de rien d'affirmer tout théoriquement que le fédéralisme est l'un des principes fondamentaux de notre Etat et de fermer les yeux sur le fait que les migrations intérieures, les progrès de l'urbanisation et de la technique, l'essor économique l'affaiblissent chaque jour. Nous devons donner à l'Etat central les attributions conformes à l'évolution, mais exiger d'autant plus passionnément que les cantons et les communes conservent celles qui ne sauraient appartenir qu'à eux. Une telle discussion nous place d'emblée face au problème de la « masse », qui ne doit en aucun cas être pris moins au sérieux chez nous qu'ailleurs, sous prétexte notamment que les progrès de l'urbanisation sont relativement moins lents en Suisse qu'à l'étranger. Le problème de la masse n'est pas lié seulement aux concentrations humaines ; il ressortit bien davantage à la structure de la société. L'évolution tend à supplanter par une organisation horizontale — en largeur — des groupements, les organisations verticales d'hier, qui supposent un principe hiérarchique. C'est une grande erreur — et le signe que le sentiment d'être inséré dans une masse l'emporte sur l'affirmation de l'individualité — que de croire que la démocratie peut se passer du principe de l'autorité personnelle. Sous le régime de la démocratie directe, dans les cantons qui connaissent encore la « Landsgemeinde », la personne du « Landamman » incarne cette autorité, à laquelle nous devons donner une expression nouvelle

partout où l'anonymat tend à gagner du terrain. Cela signifie cependant que ceux qui veulent exercer cette autorité sont prêts à sacrifier au bien public une partie de leur temps et de leur tranquillité.

LA SUISSE DANS LA COMMUNAUTÉ DES NATIONS

Deux guerres mondiales ont modifié profondément les rapports entre l'Europe — et notre pays — et les autres parties du monde. Il est encore trop tôt pour mesurer toute l'ampleur de ces changements. Ce n'est pas ici le lieu de préciser la position de la Suisse au sein d'une Europe qui a cessé de diriger le monde et qui n'est plus, que l'on considère les choses sous l'angle de la puissance morale ou sous celui de la puissance matérielle, qu'une sorte de continent-tampon entre deux colosses. Je ne ferai donc qu'esquisser mon comportement personnel ; je le ferai sous la perspective du Suisse de l'étranger, qui se trouve souvent placé face à des questions auxquelles il n'est pas facile de répondre.

Il est superflu de rappeler ici que la Suisse compte de nombreux admirateurs à l'étranger. Dans l'ensemble, nous parvenons assez bien à faire comprendre les raisons pour lesquelles la Suisse neutre occupe une position particulière, encore que la détérioration de certaines notions (neutralité = neutralisme) soit peu faite pour faciliter la compréhension. Il est plus difficile de faire admettre que ce n'est pas pour nous enrichir en toute tranquillité au détriment des autres que nous avons adopté le comportement que l'on sait pendant la guerre et les années qui ont suivi. Mais plus nous donnons le sentiment de céder aux tentations matérialistes et plus nous renforçons cette impression fausse. Précisément parce qu'en dépit même de la neutralité que nous affirmons, nous portons une grande part de responsabilité à l'aménagement du monde qui devient, nous ne pouvons rester constamment dans l'expectative. Si notre neutralité nous interdit de prendre une part active à l'action politique de l'Organisation des Nations Unies, nous pouvons à tout le moins coopérer à des tâches concrètes dans le cadre des nombreuses organisations spécialisées. La solidarité dont nous voulons faire le complément de notre politique de neutralité doit être effective. L'assistance technique aux nations économiquement sous-développées le permet. Mais gardons-nous de compter uniquement sur les subsides de la Confédération et de nous borner —

comme l'ont fait fort heureusement les Chambres — à les adapter aux besoins croissants. Chacun de nous doit se persuader de l'importance de cette œuvre et y coopérer afin qu'elle devienne bénéfique non seulement pour les hommes dont le sort doit être amélioré, mais aussi pour nous-mêmes. C'est pourquoi je voudrais recommander chaleureusement à votre attention la nouvelle organisation pour l'assistance technique aux pays extra-européens qui vient de se fonder chez nous. Chacun a l'occasion d'y collaborer, soit par des dons financiers, soit par l'accueil de ressortissants de ces pays qui viennent faire des études chez nous ; cette initiative peut contribuer très fortement à accroître la sympathie dont nous jouissons et la compréhension pour nos institutions. L'assistance aux pays extra-européens offre, en outre, un vaste champ d'activité à la jeunesse. L'éveil des peuples de couleur est un phénomène dont la génération qui monte devra se préoccuper toujours davantage. Il faut s'employer à comprendre toujours mieux les raisons qui ont mis en mouvement ces énormes énergies, à discerner dans quelle mesure le monde occidental est responsable de cette explosion, à déceler les moyens propres à permettre le rétablissement progressif d'une collaboration loyale et confiante. Il s'agit, en un mot, de faire comprendre les difficultés auxquelles se heurtent l'ONU et ses organisations spécialisées et de leur faire confiance. Cédant à la présomption, nous avons trop tendance à condamner un instrument dont l'imperfection permet encore à la force de l'emporter sur le droit. Nous devons nous persuader que nous avons l'intérêt le plus éminent à un forum international en état de concilier les divergences sous le contrôle de l'opinion publique mondiale. La presse a un grand rôle à jouer. Elle peut et doit mettre l'accent sur les réalisations positives de l'ONU et de ses organisations spécialisées plus que sur leurs difficultés et leurs échecs. Nous sommes encore loin de compte. De même que seul un Etat fondé sur le droit peut garantir la dignité de l'individu, nous devons faire en sorte que, sur le plan mondial, l'organisation supranationale devienne assez efficace pour que le droit prime la force, seul moyen de garantir la dignité des nations.

Notre thème : la prospérité et la dignité de l'homme, est si vaste qu'il ne m'a pas été possible de le traiter de manière tant soit peu exhaustive. Je l'ai abordé parfois avec pessimisme, parfois avec optimisme. Je vous dois peut-être une explication pour ces

apparentes contradictions, encore que vous l'ayez probablement trouvée vous-mêmes. Je crois à la bonté de l'homme et je pense que nous avons le devoir de l'aider partout à s'affirmer ; mais je n'en suis pas moins conscient de la terrible puissance des forces mauvaises. Ce n'est pas avec la foi naïve dans le progrès qui était celle du siècle des lumières que nous en aurons raison ; nous ne les surmonterons pas si nous mettons notre seule foi dans l'homme et son pouvoir. S'écrier encore avec Nietzsche : « Les dieux sont morts, vive le surhomme ! » c'est limiter la vie de ce surhomme — et de l'humanité — jusqu'à l'éclatement inévitable de la guerre atomique. La seule confiance qui soit durable naît de la foi en Dieu. Et le nombre des hommes augmente qui sont animés, conscientement ou inconsciemment, de cette foi et s'en remettent à la volonté du Tout-Puissant. Si les efforts qui tendent à surmonter les dangers sur lesquels la prospérité met l'accent ont pour objet de renforcer l'autorité de la loi divine, nous pouvons avoir l'espoir que ces menaces pourront être écartées. Martin Buber a exprimé cette espérance en ces termes :

« L'essentiel dans l'histoire de l'humanité... ce sont les changements que provoquent des forces que l'on n'a pas perçues ou que l'on a négligées jusqu'à ce moment. Certes, toute époque n'est que la continuation de la précédente ; mais une continuation peut être confirmation ou négation. Dans les profondeurs agissent des forces cachées ; demain déjà, elles peuvent venir à la lumière en dépit de la volonté des puissants. Une éclipse de la divine lumière n'en signifie pas l'extinction ; demain déjà, le corps opaque qui l'a provoquée peut avoir disparu. »